

Questions orales

M. McKenzie: Monsieur l'Orateur, le rapport du comité des crédits de la Chambre dit:

Aucun des crédits affectés au projet ne concernera les eaux canadiennes.

Ce n'est pas exact. D'après mes renseignements, les crédits prévus dans le bill concernent bel et bien des aspects du projet qui vont toucher les eaux canadiennes, comme c'est le cas du projet du réservoir de Lonetree. La ministre va-t-elle faire tout en son pouvoir pour stopper l'augmentation des crédits? Les États-Unis sont vraiment de mauvaise foi.

* * *

LES TRANSPORTS**DEMANDE DE REMISE À LA COURONNE DES EMPRISES DES VOIES DE CHEMINS DE FER ABANDONNÉES**

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme il a dit aux agriculteurs de la Saskatchewan qu'il consentirait à ce que les emprises des voies de chemin de fer abandonnées reviennent à la Couronne—ce qui serait une volte-face depuis la Commission Hall—le ministre pourrait-il demander au cabinet et au leader de gouvernement à la Chambre de mettre immédiatement en discussion le bill que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* en janvier dernier, bill qui ferait en sorte, une fois adopté, que les emprises des voies de chemin de fer abandonnées reviennent à la Couronne?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je peux assurer au député que je n'ai pas changé d'idée à ce sujet, même si j'ai attendu d'avoir reçu le rapport Hall avant de faire certaines observations. Nous allons étudier les mesures à prendre à la suite de cette recommandation. Je ne sais s'il sera nécessaire de présenter une mesure législative.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**PROPOSITION D'INSTANCES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT HONGROIS EN FAVEUR DE LA LIBÉRATION DES ENFANTS GECZI**

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. À la suite de la motion présentée à la Chambre la semaine dernière au sujet de l'opiniâtreté avec laquelle le gouvernement hongrois empêche trois jeunes Canadiens, contre leur gré, de rejoindre leurs parents à Toronto, et me rendant compte que le gouvernement est au courant de cette affaire et a pris certaines mesures qui se sont révélées inefficaces pour la libération des enfants de M. et M^{me} Julius Geczi, le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il réclamera publiquement au gouvernement hongrois la libération immédiate des enfants Geczi, afin qu'ils puissent venir retrouver leurs parents au Canada?

[M. Jamieson.]

diat des enfants Geczi, afin qu'ils puissent venir retrouver leurs parents au Canada?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la seule chose à laquelle je peux trouver à redire dans la question du député est l'opportunité de formuler publiquement une demande. Je m'engage certes à prendre toutes les mesures concrètes possibles et les initiatives qui me semblent être les plus prometteuses. J'insiste là-dessus car le député est conscient du fait qu'il est préférable parfois de ne pas faire de déclarations publiques dans des affaires de ce genre. Mais je puis assurer au député que nous avons la question très présente à l'esprit, que nous sommes déjà intervenus et que nous entendons le faire encore, avec la plus grande fermeté et en utilisant les méthodes les plus efficaces.

* * *

● (1500)

LES FINANCES**L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI ET SUR LES AFFAIRES DES DISCUSSIONS RELATIVES À LA SÉPARATION**

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances. Comme il a dit lundi aux fabricants canadiens que l'incertitude au Québec nuisait à l'économie canadienne, a-t-il déterminé dans quelle mesure l'idée de la séparation contribuait à accroître le chômage et à un ralentissement des affaires au Canada et dans quels domaines?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Il serait très difficile d'en faire une évaluation purement quantitative. Du point de vue de la réaction plus générale, surtout du monde des affaires, il y a certes cet élément d'incertitude, qui est évident.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LA LOI ANTI-INFLATION**DÉPÔT DE DOSSIERS RENVOYÉS À L'ADMINISTRATEUR AU SUJET DE QUELQUES SOCIÉTÉS**

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais déposer un dépôt de dossiers renvoyés à l'administrateur de la loi anti-inflation au sujet des Pistes de Courses Richelieu Inc., de la Canadian Freightways Limited, et de la Collingwood Shipyards and Trailways of Canada Limited.